

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SOUS-DIRECTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE

PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES OPERATIONS IMMOBILIERES

**Arrêté Interpréfectoral modificatif
déclarant d'utilité publique l'extension du périmètre de protection
immédiate et des servitudes s'y rapportant, de la zone de captage
d'eau potable de CREPIEUX-CHARMY.**

ARRETE N° 95 3727

**Le Préfet de la région RHONE-ALPES,
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Grand Officier de l'Ordre National du Mérite**

Le Préfet de l'AIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la santé publique, notamment les chapitres I, III, VI du titre 1er, livre 1er ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code des communes ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code rural, notamment l'article 113 sur les dérivations d'eaux non domaniales ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la loi n° 92-683 du 22 juillet 1992 portant réforme des dispositions générales du code pénal (et notamment son article 131-13) ;

Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, complété par le décret du 5 avril 1995, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 11, 16 et 17 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 ;

Vu la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation humaine (article L 20 du code de la santé publique) ;

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 13 septembre et 7 octobre 1976 déclarant d'utilité publique les périmètres de protection des captages de l'amont ;

Vu les pièces du dossier établi en vue de l'extension du périmètre de protection immédiate de la zone de captage de Crépieux-Charmy destinée à l'alimentation en eau potable de la Communauté urbaine de Lyon ;

Vu la déclaration en date du 26 octobre et 26 novembre 1992, par laquelle le conseil de la Communauté urbaine de Lyon a sollicité l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour les travaux de protection des captages ;

Vu l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 6 décembre 1993 ;

Vu le rapport de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 11 avril 1995 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du Rhône en date du 27 avril 1995 ;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 24 octobre 1995 ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié, en date du 10 avril 1980, fixant le règlement sanitaire départemental ;

Vu le dossier d'enquête publique à laquelle il a été procédé du 17 octobre 1994 au 4 novembre 1994, conformément à l'arrêté interpréfectoral en date du 29 septembre 1994, dans les communes de DECINES-CHARPIEU, CALUIRE, RILLIEUX-LA-PAPE, VAULX-en-VELIN, VILLEURBANNE, MIRIBEL et NEYRON ;

Vu l'avis favorable du commissaire-enquêteur ;

Vu le plan des lieux et notamment les plans et états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

Considérant que la Communauté urbaine de Lyon a décidé d'assurer efficacement la qualité des eaux destinées à la consommation humaine prélevées dans la zone de captage de Crépieux-Charmy en étendant leur périmètre de protection immédiate et en acquérant les terrains qu'il comprend ;

.../...

Considérant dès lors qu'il y a lieu de déclarer d'utilité publique l'extension du périmètre de protection immédiate de la zone de captage de Crépieux-Charmy en y englobant les trois usines d'élévation primaire de Croix-Luizet, Crépieux, la Velette et l'usine de secours de La Pape ainsi que les servitudes afférentes conformément à l'article L 20 du code de la santé publique ;

Sur la proposition des secrétaires généraux des préfectures du Rhône et de l'AIN ;

- ARRETEMENT -

Article 1er : L'arrêté interpréfectoral des 13 septembre et 7 octobre 1976 susvisé est modifié selon les modalités prévues aux articles suivants :

Article 2 : sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la Communauté urbaine de Lyon en vue d'assurer la protection de son alimentation en eau par l'acquisition et l'aménagement des parcelles du périmètre de protection immédiate et par l'extension du périmètre de protection immédiate aux quatre usines de pompage et de traitement.

Article 3 : conformément à l'article L 20 du code de la santé et en application des dispositions du décret 89-3 modifié, sont établis autour des puits de captage et des usines de pompage et de traitement, des périmètres de protection immédiate qui s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires, ayant valeur réglementaire joints au présent arrêté.

Article 4 : les périmètres de protection immédiate visés aux articles 1 et 2 seront acquis en pleine propriété par la Communauté urbaine de Lyon. Ils seront clos d'une manière efficace. Leur accès sera interdit au public. Ils seront maintenus en bon état d'entretien, tout désherbage chimique sera prohibé.

Article 5 : à l'intérieur du périmètre de protection immédiate, toutes activités, y compris celles liées au transport, installations ou dépôts sont interdits en dehors de ceux en liaison directe avec l'exploitation du captage et le traitement de l'eau qui sont conçus et aménagés de manière à ne pas provoquer de pollution de ce dernier.

Article 6 : l'exercice de la pêche et de la chasse est interdit à l'intérieur des périmètres de protection immédiate. L'exercice de la pêche n'est pas permis rive gauche du canal de Miribel, dans le Vieux Rhône, sur les rives droite et gauche du Vieux Rhône, ainsi que sur la rive droite du canal latéral de l'autoroute A 42.

.../...

- 4 -

Article 7 : hormis la navigation, qui s'effectue conformément au règlement de police de navigation intérieure, aucune autre activité, installation ou dépôt ne peut s'effectuer sur les sections des canaux de Miribel et Jonage compris dans le périmètre de protection immédiate.

Article 8 : l'installation d'un réseau de surveillance et d'alerte de la qualité des eaux est autorisé. Les résultats des analyses seront tenus à la disposition des autorités sanitaires.

Article 9 : tout projet de création ou de modification d'installations sera soumis à l'avis des autorités sanitaires et devra être autorisé par le Préfet.

Article 10 : le Président de la Communauté Urbaine de Lyon, agissant au nom de celle-ci, est autorisé à acquérir à l'amiable les terrains nécessaires à la réalisation de l'article 1.

Article 11 : quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67.1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 61.1245 du 16 décembre 1964, de la loi du 3 janvier 1992 modifiée par la loi du 22 juillet 1992, des articles 46, 47, 48 du Code de la Santé Publique.

Article 12 : le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président de la Communauté Urbaine de Lyon, publié à la Conservation des hypothèques des départements du Rhône et de l'Ain. Il sera également publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures du Rhône et de l'Ain et affiché pendant un mois dans les dites préfectures ainsi qu'à l'hôtel de la Communauté Urbaine de Lyon et dans les mairies de BILLIEUX LA PAPE, DECINES-CHARPIEU, VAULX EN VELIN, VILLEURBANNE, CALUIRE, MIRIBEL, NEYRON.

Les servitudes prévues au présent arrêté seront transcrites dans les documents d'urbanisme des communes concernées dans un délai d'un an.

Article 13 : hormis les modifications apportées par les articles 2 et suivants du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté interpréfectoral des 13 septembre et 7 octobre 1976 susvisé restent inchangées.

Article 14 : outre les recours gracieux et hiérarchiques qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la publication ou notification du présent arrêté.

Article 15 : les Secrétaires Généraux des Préfectures du Rhône et de l'Ain, les Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales du Rhône et de l'Ain, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Président de la Communauté Urbaine de Lyon.

A LYON le

31 OCT. 1995

Le Préfet du Rhône

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Philippe BOISADAM

Le Préfet de l'Ain

Pour le Préfet
le Secrétaire Général

Pierre André FAYET

POUR COPIE CONFORME
Le Chef de Bureau,

CARLOS MONTAUDO

BB/PC*

PRÉFECTURE DU RHONE

DIRECTION
de
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

3 * BUREAU

69410 LYON CEDEX 03

TÉL. 78-62-20-26

POSTE N° 4475

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

LYON, LE

ARRETE INTERPREFECTORAL

portant modification des périmètres de
protection des captages de Crépieux-Charmy,
dits de l'Amont de Lyon
ainsi que des servitudes qui s'y rapportent

N° 1566-87

my
Le Préfet,
Commissaire de la République
du département de l'Ain,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Le Préfet,
Commissaire de la République
de la région Rhône-Alpes
et du département du Rhône,

Officier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite

- (
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 - VU le code rural et notamment son article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales ;
 - VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 20 et L 20.1 ;
 - VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution
 - VU la loi n° 66.1069 du 31 décembre 1966 sur les communautés urbaines ;

../...

- VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, portant règlement d'administration publique pris pour l'application du chapitre III du Titre 1er du code de la santé publique relatif aux eaux potables ;
- VU le décret n° 61.987 du 24 août 1961, relatif au conseil supérieur d'hygiène publique de France ;
- VU le décret n° 65.29 du 11 janvier 1965 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative ;
- VU le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du code de la santé publique ;
- VU le décret n° 68.785 du 27 août 1968 portant délimitation du périmètre de l'agglomération de Lyon et fixant le siège de la communauté urbaine ;
- VU le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers et modifiant le décret n° 65.29 du 11 janvier 1965 précité ;
- VU l'arrêté interpréfectoral (Rhône-Ain) des 13 septembre et 7 octobre 1976 déclarant d'utilité publique les travaux et les périmètres de protection concernant les zones de captage de l'Amont de Lyon, prorogé par arrêté interpréfectoral des 26 mai et 3 juin 1981 ;
- VU l'arrêté interpréfectoral (Rhône-Ain) du 23 octobre 1986, déclarant d'utilité publique les travaux de création d'une ressource de secours en eau potable pour la communauté urbaine Lyon à partir d'une prise d'eau dans le lac de Miribel-Jonage ;
- VU la délibération du 24 mars 1986, du conseil de la communauté urbaine de Lyon, demandant la modification des périmètres de protection de la zone de captage de l'Amont de Lyon ainsi que des servitudes qui s'y rapportent ;
- VU le plan des lieux et notamment les plans et états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages de Crépieux-Charmy, dits de l'Amont de Lyon ;
- VU les procès-verbaux des séances du conseil départemental d'hygiène du Rhône en date du 20 novembre 1986 et du 23 décembre 1986 ;

- VU l'avis du conseil départemental d'hygiène de l'Ain en date du 16 décembre 1986 ;
- VU l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 25 mai 1987 ;
- VU l'arrêté interpréfectoral (Rhône-Ain) en date du 11 juin 1987 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de modification des périmètres de protection des captages de Crépieux-Charmy de la CO.UR.LY., ainsi que des servitudes qui s'y rapportent ;
- VU le dossier d'enquête qui a été déposé pendant seize jours, du 25 juin 1987 au 10 juillet 1987 inclus, à la préfecture du Rhône en mairies de Rillieux-la-Pape, Vaulx-en-Velin, Décines-Charpieu, Villeurbanne (Rhône) et Neyron, Miribel (Ain) ;
- VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 30 juillet 1987 ;
- VU le rapport de l'ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du Rhône, sur les résultats de l'enquête en date du 31 juillet 1987 ;

CONSIDERANT que la construction, à Rillieux-la-Pape, d'une station de traitement des eaux de surface du lac de Miribel-Jonage fait partie intégrante du projet, déclaré d'utilité publique par arrêté interpréfectoral (Rhône-Ain) du 23 octobre 1986 susmentionné, de création d'une ressource de secours en eau potable et participe de ce fait, à l'amélioration de l'alimentation en eau de la communauté urbaine de Lyon ;

CONSIDERANT que les parcelles cadastrées n° 233 - section A et n° 1036 et 1037 - section C, sur le territoire de la commune de Villeurbanne, sont situées en dehors de la zone influencée par les captages de Crépieux-Charmy, dits de l'Amont de Lyon ;

SUR la proposition des secrétaires généraux du Rhône et de l'Ain,

A r r ê t e n t :

Article 1er. - Est modifié, dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 suivants, l'arrêté interpréfectoral (Rhône - Ain) des 13 septembre et 7 octobre 1976, par lequel ont été déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la communauté urbaine de Lyon en vue d'exploiter les captages de Crépieux-Charmy, dits de l'Amont de Lyon, et d'assurer leur protection.

.../...

Article 2.- Les parcelles suivantes sont exclues des limites du périmètre de protection immédiat et reportées dans le périmètre de protection rapproché :

Commune de Vaulx-en-Velin	Section AC	109, 118 b, 184, 188, 190, 192, 194, 196, 200, 202, 245, 247, 252, 256
	Section AD	48, 49, 50, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 86, 91, 92, 93, 94, 95, 213, 217, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 245, 248, 250, 251, 252, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 292, 294, 296, 297, 298, 299, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 322
	Section AE	4, 5, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 29, 30, 31, 32, 259, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 315, 316, 318, 319, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 337, 339, 340, 341, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 398, 400, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 412, 413
	Section AH	9, 10, 13, 14, 15, 16

Les parcelles suivantes sont exclues des limites du périmètre de protection rapproché et incluses dans le périmètre de protection immédiat :

Commune de Vaulx-en-Velin	Section AC	108 a, 118 a, 207 a et 237
------------------------------	------------	----------------------------

../...

Article 3.- A l'alinéa 4 du paragraphe 2 de l'article 7 de l'arrêté interpréfectoral (Rhône-Ain) des 13 septembre et 7 octobre 1976 précité, alinéa ainsi libellé "Dans la zone de protection rapprochée, conformément au décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, sera interdit l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines", sont ajoutées les dispositions suivantes :

- Sur les parcelles cadastrées n° 37, 38, 39, 40, 57 (partie), 58 (partie) et 155 (partie) section AL, sur la commune de Rillieux-la-Pape, et représentant une superficie globale de 26.829 m², pourra toutefois être construite la station de traitement des eaux de surface du plan d'eau de Miribel-Jonage, prévue dans le projet, déclaré d'utilité publique, de création d'une ressource de secours en eau potable pour la communauté urbaine de Lyon.

Cette construction sera soumise aux servitudes suivantes :

- * raccordement de toutes les installations de la nouvelle station de traitement aux réseaux d'évacuation des eaux usées et d'évacuation des eaux pluviales de la COURLY ;
- * aménagement, pour chaque cuve de stockage de produits dangereux (chlorite de sodium, chlorure ferrique, etc.), d'un dispositif de rétention étanche, d'un volume au moins égal au volume stocké ;
- * aménagement, pour l'hypochlorite de sodium qui résulterait de la neutralisation d'une fuite accidentelle de chlore, d'un dispositif de rétention d'un volume suffisant ;
- * aménagement d'une aire étanche et raccordée au réseau d'évacuation pour le dépôtage des camions citernes avec mise en place d'un bac de recueil des écoulements éventuels sous les raccords prévus dans le mur extérieur ;
- * étanchéité des aires de stationnement de véhicules et raccordement de ces surfaces au réseau d'eaux pluviales ;
- * les réservoirs aériens de stockage des hydrocarbures liquides devront être équipés d'une cuvette de rétention étanche d'une capacité supérieure à celle du réservoir. Le stockage souterrain d'hydrocarbures liquides pourra être toléré, à condition que les réservoirs soient du type en fosse, ou assimilés, au sens de l'instruction ministérielle du 17 avril 1974.

- * tous résidus provenant de la filière de traitement seront stockés dans un bassin étanche, puis évacués vers les décharges spécialisées.

- Par ailleurs, sur les parcelles cadastrées n° 233 - section A, n° 1036 et 1037 - section C, sur la commune de Villeurbanne et représentant une superficie de 27.538 m², pourra être admis l'établissement de constructions superficielles, après avis du Géologue officiel et accord du conseil départemental d'hygiène du Rhône et du conseil supérieur d'hygiène publique de France, qui détermineront les conditions dans lesquelles ces constructions pourront être édifiées.

Article 4.- Hormis les modifications apportées par les articles 2 et 3 du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté interpréfectoral (Rhône - Ain) des 13 septembre et 7 octobre 1976 susvisé restent inchangées.

Article 5.- Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du président de la communauté urbaine de Lyon :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par la modification des périmètres de protection et des servitudes qui s'y rapportent,
- publié à la conservation des hypothèques du département du Rhône.

Article 6.- Le présent arrêté sera également publié aux recueils de actes administratifs des préfectures du Rhône et de l'Ain et affiché, pendant un mois, à la préfecture du Rhône, à l'Hôtel de la communauté urbaine de Lyon, ainsi que dans les mairies de Rillieux-la-Pape, Vaulx-en-Velin, Décines-Charpieu et Villeurbanne (Rhône) et Miribel et Neyron (Ain) ;

Article 7.- Outre les recours gracieux et hiérarchique qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 8.- Les secrétaires généraux du Rhône et de l'Ain, l'ingénieur en chef, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du Rhône et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la communauté urbaine de Lyon.

Bourg en Bresse, le 20 OCT. 1987

Le Préfet,
Commissaire de la République
du département de l'Ain,

Pour le Préfet,

Commissaire de la République
Le Secrétaire Général,

Janine PICHON

Pour Arrêté,
Le Chef du Bureau Délégué

Rolando Cayula

Lyon, le 1 OCT. 1987

Le Préfet,
Commissaire de la République
de la région Rhône-Alpes et
du département du Rhône,
Pour le Préfet,

Commissaire de la République :
Le Secrétaire Général,

[Signature]

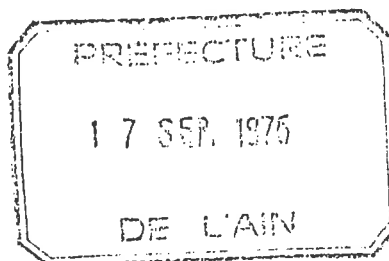
Bernard COQUET

Objet : COMMUNAUTE URBAINE de LYON -
Alimentation en eau potable - Dé-
claration d'utilité publique des
travaux et des périmètres de pro-
tection des zones de captage de
l'amont de LYON

- A R R E T E -

le Préfet de la Région RHONE-ALPES
PREFET du RHONE
COMMANDEUR de la LEGION d'HONNEUR

le Préfet de l'AIN
OFFICIER de la LEGION d'HONNEUR



VU la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 sur les Communautés Urbaines et le décret n° 68-785 du 27 août 1968 portant délimitation du périmètre de l'agglomération de LYON et fixant le siège de la Communauté ;

VU la délibération en date du 15 juin 1970 par laquelle le Conseil de la Communauté Urbaine de LYON a :

- demandé l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et des servitudes de protection des zones de captage de l'amont de LYON,
- pris l'engagement d'indemniser les usiniers et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourront leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU l'avant-projet de travaux d'alimentation en eau potable à entreprendre par la COMMUNAUTE URBAINE de LYON sur le territoire des communes de RILLIEUX-la-PAPE et VAULX-en-VELIN ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du RHONE en date du 27 septembre 1973 ;

VU l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France en date du 16 décembre 1974 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté inter-préfectoral en date des 25 juillet et 22 août 1974 dans les communes de RILLIEUX-la-PAPE, VAULX-en-VELIN, DECINES, MIRIBEL et NEYRON en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 28 octobre 1974 ;

- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 22 juillet 1974 ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Opérations Immobilières, de l'Architecture et des Espaces Protégés, en date du 24 juin 1976 ;
- VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU le décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines et les textes qui l'ont complété et modifié ;
- VU l'ordonnance modifiée n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application ;
- VU les articles L-20 et L-20-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L-20 du Code de la Santé Publique ;
- VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;
- VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;
- VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-195 du 29 février 1972 ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,

A R R E T E N T

Article 1er - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la COMMUNAUTE URBAINE de LYON en vue d'assurer la protection des captages situés sur le territoire des communes de RILLIEUX-LA-PAPE et VAULX-EN-VELIN.

Article 2 - La COMMUNAUTE URBAINE de LYON est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par 250 puits exécutés sur le territoire des communes de RILLIEUX-LA-PAPE et VAULX-EN-VELIN dans les parcelles ci-après :

Commune	Section	n° des parcelles
RILLIEUX-LA-PAPE	AK	n° 22 à 40 n° 42 à 48 n° 52 - 53 - 55 n° 80 à 92
	AL	n° 1 à 9 - 11 - 15 à 24 n° 26 à 60 n° 66 à 71 n° 91 à 98 n° 100 - 101 - 102 n° 104 à 132
VAULX-EN-VELIN	AC	n° 1 à 45 n° 47 à 93 n° 109 à 113 n° 120 à 123 n° 125 à 127 n° 129 - 130
	AD	n° 1 à 29 n° 31 à 44 n° 66 - 67 - 68 n° 78 à 86 n° 103 - 104 - 105 n° 108 à 175
	AE	n° 2 à 50 n° 52 à 57 n° 62 à 65

Article 3 - Le volume à prélever par pompage par la CO.UR.LY ne pourra excéder ni 12 500 litres par seconde, ni 1 000 000 mètres cubes par jour.

La CO.UR.LY. devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à son profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par

ses travaux, la CO.UR.LY. devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

Article 4 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la COMMUNAUTE URBAINE de LYON à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, Directeur Départemental de l'Agriculture.

Article 5 - Conformément à l'engagement pris par le Conseil de la COMMUNAUTE URBAINE de LYON dans sa séance du 15 juin 1970, la CO.UR.LY. devra indemniser les usiniers irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 6 - Il est établi autour des puits, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints.

Le périmètre de protection éloignée sera également déterminé conformément aux indications des plans annexés et des états parcellaires joints.

Article 7 -

1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

sont interdites toutes activités, autres que celles de la navigation sur la voie d'eau navigable.

2 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :

Dans cette zone de protection rapprochée, conformément au décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, seront interdits :

- le forage des puits, l'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;
- le dépôt d'ordures ménagères, immondiçes, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature à l'exception, toutefois, des canalisations publiques d'évacuation d'eaux usées, dont les projets en cours d'instruction administrative auront reçu l'avis favorable de l'assemblée sanitaire compétente : Conseil Départemental du RHONE et de l'AIN, Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France ;
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines ;
- l'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, ainsi que le pacage des animaux ;

- et tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

3 - Zone de protection éloignée :

Dans cette zone sont strictement réglementés :

- l'ouverture et le remblaiement des carrières,
- le dépôt des ordures et produits chimiques,
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines,
- le captage d'eaux souterraines.

Ces activités ne pourront être autorisées par l'Administration qu'après consultation du Conseil Départemental d'Hygiène du RHONE et de celui du département de l'AIN, lorsque ce territoire sera concerné.

La profondeur à ne pas dépasser sur la surface du périmètre de protection éloignée, lors de la création des plans d'eau de MIRIBEL-JONAGE est fixée par la cote 167 N.G.F.

Article 8 - Le périmètre de protection immédiate, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais de la CO.UR.LY. par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, qui dressera procès-verbal de l'opération.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée seront délimités par les voies publiques et limites des parcelles figurant sur les plans annexés au présent arrêté.

Article 9 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

Article 10 - Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'installation desdits périmètres dans un délai de deux ans.

Article 11 - Le Président de la CO.UR.LY., agissant au nom de la COMMUNAUTE URBAINE de LYON est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 12 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967

pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 13 - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président de la CO.UR.LY.,

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du département du RHONE et au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 14 - Il sera pourvu à la dépense au moyen de financements propres à la collectivité.

Article 15 - L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la COMMUNAUTE URBAINE de LYON et à MM. les Maires des communes de : RILLIEUX-LA-PAPE, VILLEURBANNE, DECINES, VAULX-EN-VELIN, CALUIRE (département du RHONE) et MIRIBEL, NEYRON (département de l'AIN).

Fait à BOURG-en-BRESSE, le

27 OCT. 1976

Fait à LYON, le 13 SEP 1976

le PREFET,

Roger NININ

le PREFET,

Pour le Préfet du Rhône :
Le Secrétaire Général,

Alain DUFOIX